



16^{ème} Table Ronde Ministérielle

↓
« Afrique future : une main-d'œuvre qualifiée et compétente au service de l'Afrique et du monde »

Kigali
Rwanda
29 mai
2024

↓
Communiqué

↓
Organisé par



eLearning
Africa

↓
Co-hébergé par



Republic of Rwanda
Ministry of Education

↓
Partenaires de la TRM



Université
numérique



Sommaire

1. Données contextuelles sur l'éducation	3
2. Relever les défis : résultats des tables rondes ministérielles	6
Session 1 : Maximiser les acquis d'apprentissage dans des établissements scolaires	7
Session 2 : Combler le déficit de compétences	9
Session 3 : Intégrer les progrès technologiques	11
3. Conclusions	13



1. 1. Données contextuelles sur l'éducation

Figure 1 : Défis

Synthèses des défis relatifs à l'éducation en Afrique

- L'Afrique compte 64 millions d'enfants non scolarisés.
- 90% d'enfants de 10 ans dans trois pays d'Afrique de l'Est ne peuvent pas comprendre un texte écrit.
- D'ici 2030, le besoin en nouveaux enseignants sera estimé à 15 millions, ces individus jouant un rôle crucial dans l'amélioration rapide des résultats scolaires, en tirant parti de l'appui technologique.
- À ce jour, 9 millions de jeunes sont au chômage.
- Outre l'alphabétisation et le calcul, une éducation de qualité porte sur la culture numérique ; ces trois compétences de base sont nécessaires à des fins de recherche d'emploi. Or, seulement 50 % d'écoles africaines proposent des formations aux TIC, contre 86 % au niveau mondial.
- Connectivité, capacités et contenus : dans de nombreux pays, la connexion Internet est encore entravée par divers problèmes, les enseignants et les étudiants ne sont pas en mesure de s'inscrire dans un paradigme technologique. De plus, l'intégration culturelle et linguistique de l'Afrique dans le monde numérique reste insuffisante.
- Si les technologies peuvent offrir de nombreux avantages, les questions relatives aux cadres de compétences, aux normes et aux réglementations, y compris les défis en matière d'éthique et d'équité, doivent être abordées.
- Mais l' « **IA est un catalyseur de transformation** ».

UNESCO (2024)





En raison de l'accroissement rapide de la population jeune d'Afrique et de la croissance à deux chiffres attendue de la demande en matière d'éducation, les systèmes éducatifs conventionnels ne sont pas pérennes. Les technologies jouent un rôle essentiel en améliorant l'accès à l'éducation, en facilitant les parcours d'apprentissage personnalisés et en assurant la reconnaissance de résultats obtenus à l'issue de modules d'apprentissage clés. L'éducation doit doter les apprenants de compétences nécessaires pour s'épanouir dans un monde de plus en plus axé sur les technologies.

Tous les niveaux des systèmes éducatifs africains font l'objet d'un changement de paradigme transformateur, afin de relever les défis actuels et de répondre aux aspirations futures. Globalement, cette transformation vise à favoriser le développement économique et social en alignant l'éducation sur les exigences d'un paysage en évolution rapide, axé sur la démographie et centré sur les technologies. Cette transformation concerne les initiatives qui maximisent les gains tirés de l'alphabétisation et du calcul pour tous dans les écoles primaires, le développement de compétences intellectuelles et concrètes dans le secondaire, l'acquisition de compétences pratiques liées au travail et aux moyens de subsistance, grâce aux collaborations entre collèges et entreprises. Par ailleurs, l'accent de l'enseignement supérieur est mis sur la génération de nouvelles connaissances et la formation des diplômés (y compris les futurs éducateurs) en vue d'assurer la transition vers une économie à forte valeur ajoutée axée sur les technologies qui favorisent les opportunités d'emploi.

Il existe quatre caractéristiques et exigences du nouveau paradigme, à savoir :

- le renforcement de la culture numérique ;
- l'utilisation des technologies aux fins d'apprentissage ;
- l'élargissement des voies d'accès à l'apprentissage ;
- et la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie.





L'inadéquation entre les compétences exigées par les employeurs et celles dont sont dotés les individus entrave la productivité et la croissance économique. En adoptant les technologies d'apprentissage, la formation des enseignants, ainsi que l'évaluation et la gestion, les systèmes éducatifs peuvent mieux aligner leurs offres sur l'évolution des besoins de l'économie. Pour permettre aux jeunes d'accéder à des opportunités d'emploi qui correspondent à leurs compétences et aptitudes, il convient d'identifier et de pallier les lacunes en matière de compétences spécifiques dans divers secteurs.

La mise en œuvre de ce changement de paradigme est un chantier pharaonique qui exige non seulement un plan stratégique clair, mais aussi un engagement national à adapter le système éducatif pour mieux répondre aux compétences et aux exigences économiques du XXI^e siècle. La réalisation efficace de ce changement de paradigme nécessite un accent concerté sur quatre éléments clés : la formation des enseignants et des formateurs d'enseignants, l'augmentation des infrastructures, l'innovation dans la conception de programmes d'études et l'alignement sur les besoins économiques.

Un tel changement de paradigme est un début de solution aux besoins de la population croissante de jeunes en Afrique et aux exigences d'une économie moderne. Cette transformation favorise non seulement la croissance économique, mais améliore aussi le développement social et la résilience face aux défis économiques, sociaux, climatiques et autres.

Principales questions au cœur de la Table ronde ministérielle eLearning Africa :

- reconceptualiser les technologies comme éléments centraux du processus d'éducation ;
- lutter contre le décrochage scolaire ;
- combler les déficits de compétences.





2. Relever les défis : résultats des tables rondes ministérielles

L'édition 2024 de la Table ronde ministérielle (TRM) eLearning Africa a été consacrée au changement de paradigme décrit ci-dessus.

Lors de l'allocution d'ouverture, **Mme Paula Ingabire**, ministre rwandaise des TIC et de l'Innovation, a souligné la nécessité d'investir davantage dans les technologies éducatives afin de s'assurer que les diplômés à tous les niveaux disposent des compétences dont ils ont besoin pour l'emploi. Elle a indiqué que le Rwanda allait intensifier la formation des enseignants et souligné l'importance de l'apprentissage virtuel et par voie de radio, tant pendant la pandémie qu'à l'heure actuelle. Les technologies remodeleront l'avenir de l'éducation, soulignant la nécessité de disposer de plus de salles de classe, de plus d'enseignants et d'un accès universel aux infrastructures numériques. Elle a également appelé à l'intégration dans les écoles des technologies émergentes telles que l'IA, et au développement des compétences non techniques nécessaires pour les emplois futurs. En outre, elle a souligné les risques associés au recours aux technologies, tels que la cybersécurité et la protection en ligne des enfants.

Elle a souligné l'importance de la formation des populations rurales à l'utilisation des appareils numériques et de l'intégration de l'IA dans les applications éducatives et pratiques, afin de favoriser la compétence et la confiance numériques. Ces dispositions sont cruciales non seulement pour le développement du système éducatif, mais aussi pour l'amélioration des compétences numériques dans l'ensemble de l'économie.

Le **Dr Alexandros Makagaikas**, directeur régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est, a évoqué la nécessité de reconceptualiser l'éducation et de faire en sorte que les technologies en fassent partie intégrante. Il a présenté des statistiques sur la connectivité, les capacités et les contenus, soulignant l'importance de la connectivité, de l'accès aux outils numériques et du développement des compétences numériques du corps enseignant (voir la figure 1 de la section précédente). Une nouvelle initiative des Nations unies vise à permettre à tous les étudiants d'accéder à un contenu d'apprentissage approprié et à une communauté de pratique mondiale.

La technologie n'est pas la solution miracle à tous les maux et peut poser des problèmes d'éthique et d'équité. Les gouvernements doivent élaborer des normes et des cadres réglementaires inspirés de normes mondiales existantes, en particulier un ensemble de lignes directrices éthiques relatives à l'IA. Il convient d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques éducatives liées aux technologies et à l'IA, ainsi que de réunir dans des rapports exploitables des données sur l'utilisation des technologies dans l'éducation.





Session 1 : Maximiser les acquis d'apprentissage dans des établissements scolaires et, notamment, aborder la question du décrochage

Le recours aux technologies, aux programmes scolaires innovants et aux pratiques pédagogiques novatrices peut aider à maximiser l'apprentissage pour tous les apprenants, y compris ceux ayant « abandonné » le système. En vue de développer le capital humain, il est crucial d'offrir aux jeunes en situation de décrochage la possibilité de « rattraper » leurs résultats scolaires, et leur permettre de poursuivre leur apprentissage et leur formation postscolaire.

Le principe visant à n'avoir « aucun enfant laissé pour compte » est vital pour aborder le décrochage scolaire et l'inégalité concernant l'éducation des filles au Zimbabwe. L'accès à l'apprentissage numérique peut potentiellement toucher tous les enfants non scolarisés, en leur offrant des parcours individualisés. Cependant, il est encore mieux de prévenir tout décrochage scolaire, en leur offrant des possibilités d'apprentissage individualisé de rattrapage. Le Zimbabwe a pour objectif de doter chaque école d'un accès aux technologies, mais ce n'est pas encore le cas.

L'accent a été mis sur l'importance d'impliquer les parents et les communautés dans l'éducation en Afrique.

La Tanzanie a commencé à mettre en œuvre un nouveau programme d'études dans le cadre d'une série de réformes majeures de l'éducation. L'accent est mis sur les enseignants, qui jouent un rôle essentiel dans le développement du niveau scolaire des enfants. Le nouveau programme adopte une approche centrée sur la communauté afin d'impliquer un large éventail de parties prenantes dans la révision de l'ancien programme et dans l'élaboration du nouveau. La mise en œuvre doit être suivie de près. Les partenaires sont impliqués dans la création de vidéos pédagogiques devant permettre aux étudiants de réviser leurs leçons, puis de repasser leurs examens « ratés » afin de pouvoir reprendre leurs études.





Figure 2 : Eswatini

La transition en Eswatini : du papier à l'enseignement et à l'apprentissage numériques.

Raison d'être :

- Assurer la continuité de l'apprentissage dans des circonstances imprévues (par exemple, COVID-19)
- Adopter les TIC pour former les apprenants du XXI^e siècle
- Améliorer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage.

Pertinence de l'apprentissage numérique :

- En plus d'être une matière importante, les TIC sont un outil d'enseignement et d'apprentissage vital dans l'ensemble du secteur, y compris les systèmes d'information sur la gestion éducative.
- En conformité avec les plans de la SADC et du secteur éducatif national.

Initiatives :

- Introduction progressive du passeport d'apprentissage de l'UNICEF dans toutes les écoles.
- Phase pilote d'utilisation du système de gestion de l'apprentissage ALTURA dans des écoles primaires.
- Phase pilote de l'intégration des TIC dans l'enseignement et l'apprentissage des STIM dans des établissements du cycle secondaire.
- Utilisation par des établissements scolaires d'un SIGE pour accéder à des données en temps réel

Défis et opportunités :

- Fossé numérique et infrastructures
- Renforcement des capacités des enseignants en vue de l'utilisation des TIC
- Manque ou instabilité de la connexion Internet dans certaines régions

La réussite de ces initiatives est tributaire de partenariats et d'investissements ciblés.

Lors des discussions qui ont suivi les présentations, il a été souligné la nécessité de considérer les enseignants comme des éducateurs de base et des personnes influentes au sein de la communauté au sens large.

Le représentant de la Guinée a mis en lumière un conflit dans l'enseignement supérieur au sujet des technologies numériques. Bien que des qualifications de haut niveau, telles que des doctorats, soient requises pour enseigner, ce sont souvent des personnes plus jeunes, ne possédant peut-être pas de grandes qualifications, qui impulsent des avancées dans le secteur numérique. Du fait de cette disparité, exacerbée par des défis tels que les salaires peu élevés et la fuite des cerveaux, l'Afrique investit dans l'éducation et la formation qui, en fin de compte, profitent à d'autres pays.



Session 2 : Comblent le déficit de compétences et s'adaptent aux nouvelles conditions économiques

« Les entreprises s'adaptent au changement et aux nouveaux paradigmes beaucoup plus rapidement que le système éducatif. L'éducation ne peut pas continuer à fonctionner comme à l'accoutumée. Les affaires courantes ont changé ».

Le système éducatif africain fait face à un défi de taille : s'adapter aux nouvelles conditions économiques, alors que les entreprises tentent de relever quatre grands défis, à savoir la volatilité, l'incertitude, la complexité et l'ambiguïté (VICA). La pénurie de talents est le principal frein au développement économique, l'écart entre l'offre et la demande de talents étant le plus élevé depuis 70 ans. Les compétences non techniques et les compétences numériques sont les principaux éléments manquants, rendant ainsi difficile l'adéquation entre les compétences dont disposent des individus et celles requises pour des emplois particuliers.

L'African Digital Media Institute (Kenya) collabore avec des employeurs pour former les personnes aux compétences dont elles ont besoin. Ainsi, 70 % des apprenants sont employés à l'issue de la formation et 96 % le sont dans les 12 mois qui suivent. Tous les apprenants travaillent avec des employeurs tout au long de leur formation. La leçon fondamentale à tirer pour les éducateurs et les décideurs politiques est de rapprocher les éducateurs des employeurs afin de s'assurer que les apprenants accédant au marché du travail disposent de compétences appropriées.

À l'échelle mondiale, il existe 80 millions d'emplois à pourvoir qui nécessitent des compétences en matière de TIC et de numérique. Au moins une partie de ces postes vacants pourrait être pourvue grâce au « **cadeau de l'Afrique au monde**, à savoir des informaticiens qualifiés à tous les niveaux ». Les décideurs politiques et les éducateurs doivent donner la priorité à la réussite future des apprenants. L'évolution de l'éducation pour répondre aux demandes actuelles et futures est mise à mal par des obstacles politiques et structurels. Les Africains doivent investir sur eux-mêmes pour se doter de l'« ADN numérique » nécessaire à leur réussite actuelle et future.

Comme de nombreux pays d'Afrique, le Zimbabwe est une société fondée sur la certification plutôt que sur les compétences. Un audit des compétences réalisé en 2018 a montré que 38 % disposent de compétences de base, tandis que l'alphabétisation concernait plus de 90 % de la population. La vision nationale pour Zimbabwe à l'horizon 2030 est complémentaire aux ODD. Mais la théorie, socle de l'éducation en vigueur, diffère des compétences requises dans l'économie et dont les employeurs ont besoin.





Au Zimbabwe, l'accès à l'enseignement professionnel nécessite de valider 5 matières au « O Level » (examen de transition intra-secondaire), mais seuls 29 % des élèves du secondaire y parviennent. Par conséquent, 71 % d'élèves sont automatiquement inéligibles à un accès à l'enseignement professionnel. Le secteur privé propose certes des apprentissages et des stages, mais cette petite base industrielle ne peut pas répondre à la forte demande en la matière. Le secteur privé et les universités s'attèlent à la création, d'ici à 2025, de 10 incubateurs dédiés à la formation aux compétences numériques et de pôles TIC.

Dans le programme d'études zimbabwéen, il faut trouver un moyen de développer des compétences techniques en dehors du système classique, et promouvoir l'accès des filles à la formation professionnelle et aux STIM. Par ailleurs, les centres de formation technique sont rénovés, les compétences des enseignants sont mises à jour et les liens avec l'industrie sont encouragés. Il convient de promouvoir la mesure de la qualité de l'apprentissage par l'évaluation des compétences, plutôt que par une certification non standardisée.

Le débat qui a suivi les présentations a mis en évidence la nécessité d'une adaptation rapide aux changements du paysage économique et politique mondial. Les nouvelles technologies exigent de nouvelles compétences et les nouveaux acteurs introduisent de nouveaux systèmes. Les réseaux en ligne centrés sur l'apprentissage entre pairs facilitent les dialogues et la recherche intergénérationnels. Cette approche favorise l'innovation par une gestion efficace de compétences transversales, favorisant ainsi une contribution des savoirs et connaissances africains aux avancées et évolutions mondiales.

« **Des compétences adéquates ont la primauté sur des qualifications académiques** », et les employeurs veulent savoir ce que vous pouvez faire plutôt que ce que vous savez. À court terme, il est nécessaire d'accroître la reconnaissance de micro-qualifications liées aux compétences non techniques et à celles du XXI^e siècle, et de proposer des modules académiques courts et ciblés. Parfois, ces compétences font défaut aux formateurs et enseignants de l'enseignement technique, et même s'ils en sont dotés, ils ne les reconnaissent pas comme des atouts à promouvoir au même titre que les compétences directement techniques.

Les environnements de formation doivent refléter les nouvelles pratiques en milieu professionnel, en tirant parti d'études de cas réels et de stages pour ancrer l'apprentissage dans le monde réel. En outre, une rétroaction à l'attention des centres de formation leur permettra de développer les compétences requises en milieu professionnel.





Session 3 : Intégrer les progrès technologiques

Les économies africaines s'arrimant à un monde de plus en plus sophistiqué et numérique, il est désormais crucial de maîtriser les compétences numériques adaptées à l'éducation, à la formation et au milieu professionnel. Cette démarche nécessite d'assurer un accès généralisé aux compétences numériques pertinentes et de favoriser la mise au point de politiques et d'infrastructures visant à soutenir les secteurs économiques tournés vers l'avenir.

Le secteur éducatif ougandais a du mal à intégrer les technologies dans son système éducatif. Les réseaux 3G/4G ou 5G sont gérés par des entreprises privées. Pour garantir un accès et une connectivité universels, le gouvernement travaille en étroite collaboration avec ces entreprises et envisage d'exonérer d'impôts les plateformes d'apprentissage en ligne. Le ministère de l'Éducation a pris du temps pour s'adapter aux TIC et doit revoir son approche, par exemple en accordant la priorité aux bibliothèques en ligne plutôt qu'aux ouvrages au format papier. Fait remarquable, 80 % d'établissements scolaires du secondaire sont déjà connectés à l'Internet.

Lors des discussions qui ont suivi les exposés, il a été convenu du caractère crucial d'une relation de travail plus étroite entre les secteurs public et privé, en vue de doter les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi des compétences nécessaires pour réussir. Il convient d'impliquer les employeurs dans la définition et la normalisation des compétences requises, et de veiller au perfectionnement numérique de la main-d'œuvre actuelle. Au vu du rôle clé des technologies dans l'arrimage de l'éducation au XXI^e siècle, elles doivent être pleinement intégrées dans les systèmes éducatifs.





Figure 3 : Malawi

Transformer l'éducation au Malawi et au-delà

Vision commune : Produire la masse critique de capital humain doté de compétences pertinentes du XXI^e siècle pour réaliser les objectifs nationaux, africains et internationaux.

« *Une éducation pertinente partout et pour tous* ».

- L'éducation confère les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires au progrès. Les technologies appliquent les connaissances scientifiques aux objectifs pratiques de la vie humaine. Ensemble, les deux peuvent favoriser le développement du progrès humain.

Les technologies et le corps enseignant : Les technologies permettent un apprentissage personnalisé et un large accès à l'information. Les enseignants font preuve d'intelligence émotionnelle, de mentorat et d'inspiration. L'intégration des technologies dans la salle de classe permet de faciliter et d'accélérer le travail des enseignants. L'apprentissage peut être amusant et adapté au niveau de chaque élève grâce aux salles de classe « intelligentes ».

Voies et moyens d'élargir la scolarisation au-delà de la salle de classe.

- Un leadership visionnaire et une prise de décision audacieuse sont essentiels.
- Aménagements nationaux dans la perspective de technologies fondées sur des données probantes.
- Accent sur l'élaboration de politiques et la prise de décision fondées sur des données probantes.
- Participation aux travaux relatifs au Pacte mondial sur le financement de l'éducation : allocation de 4 à 6 % du PIB à l'éducation.
- Stratégie d'éducation de base (années 1 à 4) : soutenir, former et déployer les enseignants, réviser les programmes scolaires, développer l'alimentation scolaire, l'éducation numérique pour en garantir l'accès, la qualité, l'efficacité et la résilience.
- Programme phare : Renforcer les fondements de l'éducation par l'innovation et les technologies (BEFIT 2023-2029)

Facilitateurs numériques

Politiques de soutien : diverses politiques et stratégies numériques, ainsi qu'une politique des TIC au service de l'éducation en cours d'élaboration, révision de la stratégie scientifique et technologique et élaboration d'un cadre réglementaire relatif à l'IA.

- L'objectif est de connecter toutes les écoles d'ici à 2030. Exonération d'impôt des principaux sites web éducatifs afin de garantir un accès équitable.
- Formation aux compétences numériques de toutes les écoles.
- Renforcement de la recherche universitaire et de l'innovation.
- Appui aux partenariats robustes.

Collaboration.

- Collaboration accrue au sein de la région et à travers l'Afrique.

Nous croyons qu'ensemble nous pouvons transformer l'éducation ! Collaboration Nord-Sud-Sud-Sud, pour des investissements plus importants, et une exploitation de données probantes aux fins de progrès.



3. Conclusions

- Les technologies offrent la possibilité de changer de paradigme et de s'attaquer en profondeur aux problèmes systémiques liés à la fourniture d'une éducation universelle et pertinente aux jeunes. Ce faisant, il convient de mettre l'accent sur les compétences fondamentales que sont la lecture, l'écriture, le calcul et la culture numérique et, partant, de construire un système éducatif complet et inclusif.
- L'Afrique n'est pas encore une puissance technologique de premier plan. Elle doit cesser d'être une consommatrice de technologies étrangères pour devenir un producteur de technologies mises au point sur place, dans des langues africaines et qui mettent l'accent sur les valeurs africaines.
- Aucun pays ne peut le faire seul. De nombreux éléments fondamentaux, tels que l'électricité et la connectivité, peuvent être développés à l'échelle du continent. L'élaboration de modèles linguistiques africains destinés à l'IA peut se faire au niveau régional tout en gardant le contrôle sur les éléments qui en résultent.
- La création d'une plateforme permettant de partager des innovations en matière d'avancées numériques africaines et de les transposer à plus grande échelle dans différents pays et régions serait une première étape adéquate.
- La collaboration et la coopération au niveau de l'Union africaine et à l'échelle régionale, entre et parmi les pays, et entre le gouvernement, le secteur privé et le secteur social au sein des pays, contribueront à accélérer la mise au point de nouveaux modèles éducatifs du XXI^e siècle partout en Afrique.

Ayant conscience de ces défis, en 2024, nous pouvons constater une nouvelle dynamique dans l'intégration des technologies au cœur du processus éducatif en Afrique.





TRM Programme

Mercredi 29 mai

13h45 - 14h00 **Rafraîchissement et réseautage**

Modérateur :

Dr Aida Opoku-Mensah,

Cofondatrice du Consortium sur la Quatrième révolution industrielle pour le développement de l'Afrique (FIRCAD), Ghana

14h00 - 14h30 **Orateurs principaux**

Hon. Claudette Irere,

Ministre d'État chargée de l'Éducation, Rwanda

Dr Alexandros Makarigakis,

Directeur et représentant régional, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Est

14h30 - 15h30 **Maximiser les acquis d'apprentissage dans des établissements scolaires et, notamment, régler la question du décrochage**

Le recours aux technologies, aux programmes scolaires innovants et aux pratiques pédagogiques novatrices peut aider à maximiser l'apprentissage pour tous les apprenants, y compris ceux ayant « abandonné » le système. En vue de développer le capital humain, il est crucial d'offrir aux jeunes en situation de décrochage la possibilité de « rattraper » leurs résultats scolaires, et leur permettre de poursuivre leur apprentissage et leur formation post-scolaires.

Intervenants :

Hon. Monica Mutsvangwa,

Ministre des affaires liées aux femmes, au développement communautaire et aux petites et moyennes entreprises, Zimbabwe

Eva Esther Shalin Ebenezer,

Professeur associé, Université internationale de Grand-Bassam, Côte d'Ivoire

Co-panéliste :

Dr Lyabwene M. Mtahabwa,

Commissaire à l'éducation, ministère de l'éducation, des sciences et de la technologie, Tanzanie

Débat libre

15h30 - 15h45 **Rafraîchissement et réseautage**



15h45 - 16h45 Comblent le déficit de compétences et s'adapter aux nouvelles conditions économiques

Pour répondre rapidement aux exigences actuelles en matière d'éducation, de santé, de travail et de productivité, il faut combler l'actuel déficit de compétences. L'approche peut consister à arrimer la formation à des métiers spécifiques, utiliser des micro-qualifications et promouvoir des initiatives de perfectionnement et de reconversion professionnelle, de même que l'enseignement supérieur conventionnel. L'émergence de nouveaux secteurs économiques et les impacts du changement climatique nécessiteront une gestion continue de compétences utiles à la croissance économique et au développement social.

Intervenants :

Dr Laila Macharia,
Initiative pour l'Afrique de l'Institut Aspen, Kenya

Ambassadeur Rudo Mabel Chitiga,
Secrétaire permanent, ministre de l'évaluation des compétences et du développement, Zimbabwe

Co-panéliste :

Brice Aka,
Centre régional de leadership - YALI, Sénégal

Débat libre

16h45 - 17h30 Intégrer les progrès technologiques

Les économies africaines s'arrimant à un monde de plus en plus sophistiqué et numérique, il est désormais crucial de maîtriser les compétences numériques adaptées à l'éducation, à la formation et au milieu professionnel. Cette démarche nécessite d'assurer un accès généralisé aux compétences numériques pertinentes et de favoriser la mise au point de politiques et d'infrastructures visant à soutenir les secteurs économiques tournés vers l'avenir.

Intervenant :

Hon. Paula Ingabire,
Ministre des TIC et de l'innovation, Rwanda

Hon. Madalitso Kambauwa Wirima,
Ministre de l'éducation, Malawi

Co-panéliste :

Hon. George William Nyombi Thembo,
Directeur exécutif de la Commission ougandaise des communications (UCC), Ouganda

Débat libre

17h30 - 17h45 Conclusions et recommandations

17h45 - 18h00 Séance photo

18h30 - 21h30 Dîner de la Table ronde ministérielle Garde-manger en bord de piscine, Radisson Hotel

Dîner de bienvenue :

Hon. Claudette Irere,
Ministre d'État chargée de l'Éducation, Rwanda

Jacques Dang,
L'Université numérique, France